

## Burundi : L'opposition s'insurge contre les propos d'un cadre du parti présidentiel

@rib News, 14/10/2010  
 ADC-**IKIBIRI ALLIANCE DES DEMOCRATES POUR LE CHANGEMENT AU BURUNDI**  
 DECLARATION DE L'ADC-**IKIBIRI** CONTRE LES ALLEGATIONS INCENDIAIRES DE RICHARD NIMBESHA  
 L'ADC-**IKIBIRI**, après avoir entendu les propos incendiaires et mensongers de Richard Nimbasha, ex Sénateur de Bubanza, contre l'ADC-**IKIBIRI** et les ex FAB déclare ce qui suit :  
 A. Les faits  
 1. Ce lundi 11 novembre 2010 s'est tenue, en province de Bubanza, une réunion regroupant tous les gouverneurs de provinces du Burundi, les dirigeants autoproclamés des communes et autres autorités de cette même province. La réunion était coprésidée par trois ministres du régime en place à Bujumbura, à savoir : les ministres de l'Intérieur, de la Défense nationale et des Anciens combattants, et de la Sécurité publique. Deux points figuraient à l'agenda de cette réunion : l'investiture de certain Kenese Jacques dissident des FNL comme gouverneur de la province de Bubanza et les questions en rapport avec la sécurité.

2. Au cours de cette réunion, Richard Nimbasha, ex Sénateur de Bubanza, un des rares burundais attardés et porteur encore du virus du divisionnisme, oubliant que le peuple burundais est immunisé contre ce virus, a tenté en vain de le contaminer par des déclarations tant mensongères qu'incendiaires proférées contre l'ADC-**IKIBIRI** et les ex FAB (Force Armées Burundaises).  
 3. En substance, Richard Nimbasha a déclaré ce qui suit : « Les ex FAB sont les auteurs de l'insécurité à Bubanza, ne méritent pas confiance et d'ailleurs elles ont voté pour l'ADC-**IKIBIRI**. A la suite de la rébellion, le camp Muzinda, au lieu de se battre, se ralliera à la rébellion. Certains officiers ont dit que les détenteurs actuels du pouvoir doivent négocier car ils tiennent un pouvoir qu'ils ont usurpé. L'ADC est derrière cela, car les ex FAB ont voté pour les partis membres de l'ADC ». Richard Nimbasha a conclu ses propos en demandant que les ex FAB considérés comme traîtres et compromis soient confinés dans leurs casernes et qu'on laisse seuls les PMPA (ex Partis et Mouvements Politiques armés) se battre contre la rébellion. Il a demandé aussi l'entretien avec le ministre de la Défense pour lui donner les preuves tangibles pour illustrer de ses propos. Notons que l'intervention de Richard a été longuement applaudie par un bon nombre de participants à cette réunion, pour la plupart tout simplement nommés illégalement à la tête des communes et provinces.  
 B. La position de l'ADC-**IKIBIRI**  
 1. L'ADC-**IKIBIRI** rejette les propos mensongers de Richard Nimbasha et ses acolytes dont les seuls mobiles sont de trouver des raisons pour diaboliser et persécuter l'opposition. Le monde entier sait que les ex FAB tout comme l'ADC-**IKIBIRI** ne sont pas responsables de la mort des milliers de personnes assassinées et jetées dans les rivières (Ruzizi, Kaburantwa, Ruvubu) et durant toute la première législature du parti au pouvoir.  
 2. L'ADC-**IKIBIRI** et les ex FAB ne sont pas non plus responsables des fraudes électorales massives qui ont entaché les dernières mascarades électorales, des arrestations massives des militants de l'opposition et de la société civile, de la corruption et de la dilapidation du patrimoine de l'Etat. Or ces actions nocives sont les principales sources de l'insécurité. S'il était avéré qu'comme la grande majorité des citoyens, notamment de la FDN ont voté pour les partis devenus membres de l'ADC, la preuve serait faite qu'elles voulaient se débarrasser comme tout le monde, d'un gouvernement gangrené par la corruption, et qui a échoué sur toutes les lignes dans la gestion du pays. Malheureusement, les fraudes massives et les irrégularités qui ont maillé les dernières élections ou farces électorales ont fait traîner tout le processus électoral.  
 L'ADC-**IKIBIRI** informe l'opinion publique que l'insécurité généralisée dans le pays et l'entretien d'atmosphère d'intimidation à l'endroit des citoyens avant, pendant et après tout le processus électoral est imputable aux agents du pouvoir en place, principalement les milices créées et entretenues par lui.  
 4. L'ADC considère que Richard Nimbasha veut se faire l'avocat du diable en essayant de couvrir certains hauts responsables du climat de malaise actuel et de l'insécurité tant alimentaire que physique au sein de toutes les couches de la population. Richard et ses mentors cachent mal leurs réflexes tribalistes, devant un peuple qui rejette le pouvoir illégitime en place, ils sont vainement à la recherche d'une solidarité négative ethnique. Mais c'est trop tard, le peuple burundais a compris que le problème burundais est fondamentalement politique et non ethnique.  
 5. L'ADC-**IKIBIRI**, rappelle une fois de plus qu'elle reste engagée pour défendre et restaurer la démocratie menacée d'extinction par les tenants du régime actuel.  
 6. L'ADC-**IKIBIRI** demande au régime en place d'œuvrer pour la création et l'entretien d'un climat d'apaisement en vue d'engager un sincère dialogue avec son opposition.  
 7. Dans ce même ordre d'idées, l'ADC exige l'arrêt des arrestations, emprisonnement, assassinats des militants de l'opposition et la libération sans conditions de tous les prisonniers politiques et d'opinion. L'ADC-**IKIBIRI** demande enfin à la communauté internationale d'exercer rapidement une forte pression sur le régime en place à Bujumbura pour qu'il accepte de dialoguer avec l'opposition sur deux questions : Un regard introspectif sur le processus démocratiques au Burundi et le contentieux électoral. Sans cela, demain ça sera trop tard. Fait à Bujumbura le 13 octobre 2010  
 Pour la coalition ADC-**IKIBIRI** Chauvineau MUGWENZEZO Porte-parole